



**FONCTIONS PUBLIQUES – CGC –
63, rue du Rocher – 75008 PARIS –**

☎ 01.55.30.13.43 ☎ 01.55.30.13.44

☎ 01.44.70.65.90 ☎ 01.44.70.65.99

e-mail : UFCEP.CGC@wanadoo.fr

<http://www.fp-cgc.org>

Le 24 janvier 2007

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les Fonctions Publiques-CGC ont voté lors de leur Comité Directeur du 22 janvier 2007 leur non participation à la journée du 8 février 2007 qui verra les agents publics se joindre à la grève SNCF.

Les Fonctions Publiques-CGC, après plusieurs réunions bilatérales avec le Ministre de la Fonction Publique, ont obtenu des avancées et des engagements significatifs de la part du Gouvernement :

- ouvrir des négociations avant fin février pour réévaluer et restructurer l'ensemble de la grille des agents de catégorie B dans les trois fonctions publiques ;
- augmenter le nombre :
 - o de postes fonctionnels pour les agents de catégorie A,
 - o de passages d'Attachés en Attachés principaux,
 - o de passages de A en A +.
- étendre le bénéfice du CESU aux enfants jusqu'à l'âge de 6 ans, et créer 2.500 places de crèches supplémentaires ;
- d'autres mesures seront mises en place pour le logement et les transports publics.

Ces négociations bilatérales ont incité le Gouvernement à augmenter de 0,8 % au 1^{er} février 2007 la valeur du point Fonction Publique qui profitera à tous les agents des 3 Fonctions Publiques.

Les Fonctions Publiques-CGC ont également obtenu des mesures pour le corps d'encadrement et d'application de la Police Nationale et les inspecteurs du Ministère des Finances.

Les Fonctions Publiques-CGC estiment que le pouvoir d'achat a été maintenu en 2006 avec les mesures prises au 1^{er} février 2007, et que seule une véritable négociation sur la Fonction Publique de métiers permettra une importante revalorisation des traitements de tous les agents, par la mise en place de nouvelles grilles indiciaires adaptées.

Les Fonctions Publiques-CGC se refusent à s'engager dans un mouvement où les revendications sont multiples, ce qui nuit à l'efficacité en ce qui concerne le problème salarial et ce, à quelques semaines d'élections nationales déterminantes pour l'avenir de la France.

Il appartiendra au prochain Gouvernement d'assurer au moins le maintien du pouvoir d'achat en 2007 de tous les agents qui assurent un service public de qualité reconnu par tous les français.

Contact : Charles Bonissol 01.55.30.13.43